

1982, chapitre 75

**LOI CONCERNANT LA SUCCESSION
DE JEAN-LOUIS BRISSETTE**

Projet de loi n° 207

présenté par M. Guy Bisaillon

Première lecture le 18 décembre 1981

Deuxième lecture le 22 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juin 1982

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 75

Loi concernant la succession de Jean-Louis Brissette

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

Préam-
bule.

ATTENDU QUE Jean-Louis Brissette, décédé le 4 juin 1954, a laissé un testament reçu sous la forme dérivée de la loi d'Angleterre le 7 mars 1953, vérifié par la Cour supérieure du district de Terrebonne le 29 juin 1954 et dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne sous le numéro 209969;

Que ce testament crée une fiducie dont les fins sont, notamment, d'assurer, à compter de l'âge de majorité de sa fille Jocelyne, une pension annuelle de six mille dollars à Claire Sigouin, conjoint survivant du défunt;

Que cette pension est devenue insuffisante pour assurer au bénéficiaire un niveau de vie convenable et qu'il est opportun que cette pension soit portée de six mille dollars à quinze mille dollars, indexée annuellement;

Que, par ailleurs, les revenus de la succession sont suffisants pour accorder cette augmentation et cette indexation;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Indexation
de pension.

1. Malgré le testament de Jean-Louis Brissette reçu le 7 mars 1953 sous la forme dérivée de la loi d'Angleterre, vérifié le 29 juin 1954 par la Cour supérieure du district de Terrebonne et dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne sous le numéro 209969, la pension annuelle payable à Claire Sigouin, conjoint survivant du testateur, est portée de six mille dollars à quinze mille dollars et est indexée suivant l'indice annuel des rentes établi conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), à compter de la date de sanction de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.